

Le débat lié au désarmement nucléaire est installé dans de nombreux pays — Royaume-Uni, États-Unis, Italie, Allemagne, Belgique, etc. — disposant d'un arsenal atomique ou dépositaire d'armes nucléaires américaines. En France, celui-ci commence à émerger, tant au niveau de la classe politique, des médias que de l'opinion publique.

Faut-il s'offusquer de l'existence de « contestataires » de la bombe, comme le font des sénateurs dans leur rapport d'information sur l'avenir des forces nucléaires françaises (juillet 2012) ; ou exclure la dissuasion du champ de réflexion de la commission chargée d'élaborer le nouveau *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, comme l'a fait le président François Hollande ?

L'arme nucléaire n'est pas seulement une arme plus puissante, accroissant d'un facteur cent ou mille les possibilités de destruction, mais elle introduit une rupture fondamentale dans la capacité de destruction pouvant conduire à la fin de l'humanité¹. L'opacité qui entoure cet armement, les nombreux mensonges sur lesquels reposent les discours officiels², et les facilités répétées à longueur de temps sur « l'assurance-vie de la Nation » ne peuvent plus, au XXI^e siècle, servir d'arguments pour justifier l'absence d'un débat démocratique élargi à l'ensemble de la société.

L'objectif de ce colloque est donc d'ouvrir ce débat sur le rôle de la dissuasion nucléaire, de mettre en perspective des actions politiques européennes et d'apporter des propositions sur les actions et les contributions que la France — et les parlementaires — doivent apporter au désarmement nucléaire international, conformément à ses engagements internationaux, pour aboutir à l'élimination des armes nucléaires.

1. Cf. l'ouvrage de Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Observatoire des armements, *Exigez ! Un désarmement nucléaire total*, éditions Stock, avril 2012, 72 p., 5 €.
2. Cf. l'ouvrage de Paul Quilès, *Nucléaire, un mensonge français – réflexions sur le désarmement nucléaire*, éditions Charles Léopold Mayer, juin 2012, 94 p., 10 €.

Dissuasion nucléaire : *ouvrons le débat*

25 janvier 2013

(9 heures à 18 heures 30)

COLLOQUE



organisé par **M. Denis Baupin**,
M. Noël Mamère et les députés
du groupe écologiste



avec l'**Observatoire
des armements**



et le réseau des **Parlementaires pour
la non-prolifération nucléaire et le
désarmement** (PNND-France)

Assemblée nationale

126, rue de l'Université, Paris 7^e (France)

Entrée libre sur inscription

CONTACT ET INSCRIPTION

TÉL. 04 78 36 93 03 • COURRIEL : secretariat@obsarm.org
187 montée de Choulans 69005 Lyon

Programme

Accueil à partir de 9 h 00 (se munir d'une pièce d'identité)

Traduction simultanée français-anglais

9 h 30 à 10 h 00 :

Ouverture des travaux

- Introduction par **M. Denis BAUPIN**, vice-président de l'Assemblée nationale
- Présentation de la journée
M. Patrice BOUVERET, directeur de l'Observatoire des armements

10 h à 12 h : 1^{ère} table ronde

À la recherche d'un débat en France

Modérateur : **M. Philippe LEYMARIE**, journaliste au Monde diplomatique

- La dissuasion nucléaire : « assurance-vie » ou « assurance-décès » de la France ?
Général Bernard NORLAIN, ancien conseiller militaire des Premiers ministres Jacques Chirac et Michel Rocard et ancien directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale
- Quel rôle pour l'arme nucléaire dans notre stratégie globale de puissance et de sécurité ?
M. Alain JOXE, spécialiste des questions stratégiques et fondateur en 1982 du Cirpes (Centre interdisciplinaire de recherche sur la paix et d'études stratégiques)
- Comment le « consensus » sans cesse invoqué — mais dont le fondement n'a jamais été sérieusement établi, ni sur quoi il porte exactement — a-t-il été construit ?
M. Benoît PELOPIDAS, maître de conférences en relations internationales à l'université de Bristol (Royaume-Uni)

Débat avec les participants

12 heures à 14 heures : pause déjeuner libre

14 h à 16 h : 2^{ème} table ronde

L'expérience et les actions des parlementaires dans le processus de désarmement nucléaire

Modérateur : **M. Jean-Marie COLLIN**, journaliste

- **M. Bill KIDD**, député, membre de la Commission des lois et de la Commission pour l'indépendance, Scottish Parliament, Écosse ;
- **Baroness Sue MILLER**, députée, porte parole aux affaires intérieures, House of Lords, Royaume-Uni ;
- **M^{me} Uta ZAPF**, députée, présidente du sous-comité sur le désarmement, le contrôle des armes et la non-prolifération au Bundestag, Allemagne ;
- **M^{me} Tarja CRONBERG**, députée, membre de la Commission des affaires étrangères et présidente de la Délégation pour les relations avec l'Iran, Parlement européen, Finlande.

Débat avec les participants

16 h à 18 h : 3^{ème} table ronde

Comment faire de la France un acteur-clé du désarmement nucléaire ?

Modérateur : **M. Yann MENS**, rédacteur en chef, Alternatives internationales

- Quelle contribution la France peut-elle apporter pour l'élimination des armes nucléaires ?
M. Paul QUILÈS, ancien ministre de la défense, ancien président de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale
- Quelles initiatives parlementaires pour favoriser le débat en France ?
Par des parlementaires, en attente de confirmation
- Quel rôle pour la société civile comme acteur des relations internationales ?
M. Dominique LALANNE, co-président du collectif Armes nucléaires STOP

Débat avec les participants

18 h à 18 h 30 :

Clôture des travaux

- **M. Noël MAMÈRE**, député EELV (sous réserve)